

SOMMAIRE

Rapport général

Etats financiers arrêtés au 31 mai 2017

- Etat de la situation financière
- Etat des produits et des charges
- Etat de flux de trésorerie
- Notes aux états financiers
 - Présentation de l'association
 - Principes et méthodes comptables
 - Notes sur l'état de la situation financière
 - Notes sur l'état des produits et des charges

**Messieurs les membres de
l'Association de coordination pour
la riposte aux fléaux sanitaires
CCM Tunisie**

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

OPINION D'AUDIT :

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre comité directeur le 22 juin 2018, nous avons effectué l'audit des états financiers de « **l'Association de coordination pour la riposte aux fléaux sanitaires CCM Tunisie** » au 31 mai 2017, qui comprennent l'état de la situation financière, l'état des produits et des charges, l'état de flux de trésorerie et les notes. Ces états financiers font ressortir un total des passifs et actifs nets de 57 339 dinars, des actifs nets de 17 529 Dinars, y compris l'excédent des produits sur les charges de l'exercice de 10 710 dinars.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'association au 31 mai 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la réglementation en vigueur relative au système comptable des entreprises tunisien.

FONDEMENT DE L'OPINION:

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie et en application les dispositions de décret n°2011-88 du 24 septembre 2011 portant l'organisation des associations. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'association conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RESPONSABILITES DU COMITE DIRECTEUR ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE POUR LES ETATS FINANCIERS :

Le comité directeur de votre association est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au comité directeur qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son activité, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le comité directeur a l'intention de liquider l'association ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au comité directeur de surveiller le processus d'information financière de l'association.

RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR POUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS :

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. Ainsi :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances. Nos constatations relatives au contrôle interne sont consignés dans la lettre de direction qui fait partie intégrante de ce rapport ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

REGULARITE DE LA TENUE DES COMPTES DE L'ASSOCIATION :

En application des dispositions réglementaires applicables, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes émises par l'association avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe au comité directeur.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de l'association avec la réglementation en vigueur.

Anis WAHABI
Expert-Comptable

Tunis, le 5 Octobre 2018

Association de Coordination pour la Riposte aux Fléaux Sanitaires

« CCM Tunisie »

ETATS FINANCIERS

EXERCICE ARRETE AU 31 MAI 2017

Montants exprimés en Dinars Tunisiens

Country Coordinating Mechanisme - CCM Tunisie

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE ARRETE AU 31 MAI 2017

(Chiffres exprimés en dinars)

	NOTE	31/05/2017	31/05/2016
ACTIFS			
Liquidités et équivalents de liquidités	3.1	55 214	45 343
Placements et autres actifs financiers		-	-
Autres actifs courants		-	-
Créances et comptes rattachés		-	-
Stocks de fournitures et autres		-	-
Autres actifs non courants		-	-
Immobilisations financières		-	-
Immobilisations corporelles	3.2	2 125	3 530
Immobilisations incorporelles	3.3	-	1 323
Total des actifs		57 339	50 196
PASSIFS ET ACTIFS NETS			
Concours bancaires et autres passifs financiers		-	-
Autres passifs courants	3.4	6 508	2 693
Fournisseurs et comptes rattachés	3.5	-	11 659
Provisions	3.6	33 303	25 176
Apports reportés		-	-
Autres passifs non courants		-	-
Emprunts		-	-
Total des Passifs		39 810	39 528
Dotations		-	-
Apports affectés à des immobilisations		-	-
Subventions d'investissement		2 005	23 319
Autres actifs nets		7 697	-
Réserves		-	-
Excédents ou déficits reportés		(2 883)	(4 571)
Excédents ou déficits de l'exercice		10 710	(8 080)
Total des Actifs Nets	3.7	17 529	10 668
Total des Passifs et Actifs Nets		57 339	50 196

Country Coordinating Mechanisme - CCM Tunisie
ETAT DES PRODUITS ET DES CHARGES ARRETE AU 31 MAI 2017
(Chiffres exprimés en dinars tunisiens)

	NOTE	31/05/2017	31/05/2016
<u>Produits</u>			
Cotisations des adhérents		-	-
Revenus des activités et manifestations		-	-
Subventions de fonctionnement	4.1	178 221	161 127
Apports non monétaires		-	-
Autres apports		-	-
Produits des placements		-	-
Quotepart des subventions et apports inscrits aux produits de l'exercice		3 848	-
Autres gains		-	-
Total des produits		182 070	161 127
<u>Charges</u>			
Achats consommés de fournitures et approvisionnements		-	-
Charges de personnels		-	-
Dotations aux amortissements et aux provisionnements		10 854	14 093
Autres charges courantes	4.2	160 506	153 991
Charges financières nettes			1 123
Autres pertes		-	-
Total des charges		171 360	169 207
EXCEDENT(DEFICIT) des produits sur les charges		10 710	(8 080)

Country Coordinating Mechanisme - CCM Tunisie

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE ARRETE AU 31 MAI 2017

(Chiffres exprimés en dinars tunisiens)

	NOTE 31/05/2017	31/05/2016
<u>Flux de trésorerie liés aux activités courantes</u>		
Résultat	10 710	(8 080)
Ajustement pour:		
Dotations aux amortissements et provisions	10 854	14 093
Quotepart subvention inscrite au RT	(3 848)	-
Variation des		
Stocks	-	-
Autres actifs	-	-
Fournisseurs et autres dettes	(7 844)	2 677
Résultat reporté		
<i>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités courantes</i>	9 871	8 691
<u>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</u>		
Décaissement sur acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	(1 123)
Encaissement sur cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Décaissement sur acquisition d'immobilisations financières	-	-
Encaissement sur cession d'immobilisations financières		
<i>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement</i>	-	(1 123)
<u>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</u>		
Encaissement des dotations	-	-
Encaissement des subventions d'investissement	-	-
Encaissement des apports affectés à des immobilisations	-	-
Encaissement provenant des emprunts	-	-
Décaissement suite au remboursement d'emprunts (en principal et intérêts)	-	-
<i>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement</i>	-	-
Variation de trésorerie	9 871	7 568
Trésorerie au début de l'exercice	45 343	37 775
Trésorerie à la clôture de l'exercice	55 214	45 343

<p>NOTES AUX ETATS FINANCIERS EXERCICE ARRETE AU 31 MAI 2017 Montants exprimés en Dinars Tunisiens</p>

1. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

En Tunisie, le Comité National de Coordination du programme du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ou CCM Tunisie a été mis en place en juillet 2004, afin de présenter une proposition au Fonds mondial pour l'appui à la mise en œuvre du plan stratégique national de lutte contre VIH/sida et les IST de 2006 à 2010.

Le mandat du CCM est de discuter, coordonner l'élaboration, approuver et soumettre une ou des propositions appropriées et viables au Fonds mondial et d'assurer le suivi et la supervision de la mise en œuvre des projets financés par le Fonds mondial.

L'association de coordination pour la riposte aux fléaux sanitaires CCM, est une association à but non lucratif créée le 30/08/2012. L'activité principale de l'association est :

- L'élaboration des projets et des stratégies concernant la riposte aux fléaux sanitaires surtout concernant le sida, la tuberculose et le paludisme.
- La coordination entre les associations et le gouvernement pour élaborer les stratégies qui pourraient limiter ces fléaux sanitaires dans la société tunisienne.
- L'assistance et l'encadrement des associations tunisiennes œuvrant dans les domaines de sida, la tuberculose et le paludisme.
- Faire des activités, des campagnes de sensibilisation et des sessions de formation dans le cadre de la loi pour limiter la propagation de ces fléaux sanitaires.
- Relever les défis de la riposte au sida, à la tuberculose et au paludisme sur le plan national et régional et proposer des solutions en respectant les stratégies nationales dans ce cadre.

2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES :

Les états financiers sont préparés conformément aux dispositions de la loi 96-112 du 30 décembre 1996 portant promulgation du Système Comptable des Entreprises, par application des hypothèses sous-jacentes et des conventions comptables de base telles que définies par le décret 96-2459 du 30 décembre 1996 portant promulgation du Cadre Conceptuel Comptable.

Conformément à la décision prise lors de l'Assemblée Générale des Membres réunie en date du 30/11/2016, l'exercice comptable de l'association a été fixé du 1^{er} juin de l'exercice jusqu'au 31 mai de l'exercice d'après.

Les principes et méthodes comptables les plus significatifs adoptés pour l'élaboration des états financiers de la société sont les suivants :

2.1 Immobilisations corporelles :

Les immobilisations acquises, et nécessaires à l'exploitation, sont portés au bilan à leurs coûts d'acquisition. Le coût d'acquisition inclut le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et en général, tous les frais directement rattachés à l'acquisition.

L'amortissement est pratiqué linéairement selon les durées suivantes :

Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'amortissement des immobilisations acquises au cours de l'exercice est calculé en respectant la règle du prorata-temporis.

Les immobilisations dont la valeur ne dépasse pas les 200 DT sont amorties totalement au cours de leur premier exercice d'utilisation.

2.2 Opérations en monnaies étrangères :

Les transactions libellées en devises sont converties au cours du jour de l'opération.

A la date de clôture de l'exercice, les dettes et créances libellées en monnaies étrangères sont actualisées au cours de devise à la date de clôture.

3. NOTES SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

3.1 Liquidités et équivalents de liquidités

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/05/2017</u>	<u>31/05/2016</u>
ATTIJARI Banque	55 018	45 130
Amen Banque	196	213
	<u>55 214</u>	<u>45 343</u>

3.2 Immobilisations corporelles

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/05/2017</u>	<u>31/05/2016</u>
Equipement du bureau	5 013	5 013
Matériel informatique	10 393	10 393
Valeur brut	15 406	15 406
Amortissement	(13 281)	(11 876)
Valeur net	<u>2 125</u>	<u>3 530</u>

3.3 Immobilisations incorporelles

Le logiciel comptable acquis par l'association est totalement amorti au 31 mai 2017.

3.4 Autres passifs courants

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/05/2017</u>	<u>31/05/2016</u>
Etat retenue à la source 15%	2 659	2 652
Etat retenue à la source 1.5%	109	41
Etat retenue à la source 5%	582	-
Charges à payer	3 158	-
	<u>6 508</u>	<u>2 693</u>

3.5 Fournisseurs et comptes rattachés

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/05/2017</u>	<u>31/05/2016</u>
Cabinet AWT	-	11 634
Frais de déplacement	-	25
	<u>-</u>	<u>11 659</u>

3.6 Provisions

Ce solde correspond à la provision comptabilisée pour couvrir le risque social encouru sur la rémunération de l'assistante de direction.

3.7 Actifs nets

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/05/2017</u>	<u>31/05/2016</u>
Subvention d'investissement	2 005 (i)	23 319
Autres actifs nets	7 697	-
Excédent ou déficit reportés	(2 883)	(4 571)
Excédent ou déficit de l'exercice	10 710	(8 080)
	<u>17 529</u>	<u>10 668</u>

(i) Ce solde se détaille comme suit :

Subvention d'investissements bruts	13 550
Subvention d'investissement inscrit aux comptes de résultat	<u>(11 545)</u>
Subvention d'investissements nets	<u>2 005</u>

4. NOTES SUR L'ETAT DES PRODUITS ET DES CHARGES

4.1 Subvention de fonctionnement

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/05/2017</u>	<u>31/05/2016</u>
Virement reçu FM	173 677	162 071
Transfert reliquat au FM	-	(944)
Virement reçu FEI	4 544	-
	<u>178 221</u>	<u>161 127</u>

4.2 Autres charges courantes

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/05/2017</u>	<u>31/05/2016</u>
Honoraires de prestation de services	87 357	87 358
Locations	19 765	19 765
Locations salles de réunions	12 301	12 850
Transports	10 550	10 415
Frais de réception	6 912	5 018
Honoraires du commissaire aux comptes	3 158	4 300
Fournitures consommables	4 680	4 246
Frais de télécommunications et d'internet	2 851	3 237
Honoraires des facilitateurs et des consultants	1 720	2 095
Service d'impression	1 237	1 108
Frais de nettoyage	1 060	1 060
Perdiem de supervisions	74	875
Entretien et réparation	464	615
Consommation d'électricité	645	564
Prime d'assurance	239	239
Service publication dans les journaux	532	95
Eau	72	77
Frais postaux	-	74
Honoraires d'avocat	4 500	-
Honoraires informatique	1 290	-
Frais et commissions bancaires	1 099	-
Frais d'aménagement	-	-
	<u>160 506</u>	<u>153 991</u>

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**L'ASSOCIATION DE COORDINATION POUR LA RIPOSTE
AUX FLEAUX SANITAIRES « CCM TUNISIE »
ETATS FINANCIERS**

EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2017

Octobre 2018